

Le cycle « Allo Docteur-e ! Nouvelles thèses féministes »

L'Université des Femmes propose à des docteur-e-s récemment diplômé-e-s de présenter leur thèse défendue dans le champ des études femmes/genreféministes. En offrant à de jeunes scientifiques un accompagnement à leurs premières communications publiques, elle ouvre au tout public un espace de partage de savoirs neufs dans une ambiance conviviale. Ce cycle permet à l'association de répondre à sa vocation de générer des synergies entre les mondes académique et associatif.

PARTICIPATION, POLITISATION ET RAPPORTS DE GENRE

CHANGEMENT SOCIAL EN MILIEU POPULAIRE (VENEZUELA, 2002-2012)

Jessica BRANDLER-WEINREB

Cette thèse porte sur le rapport des femmes au politique, étudié à travers le prisme de la participation locale des classes populaires. Les changements sociaux et politiques que connaît le Venezuela depuis une quinzaine d'années font de ce pays un terrain propice à l'étude de cette question. En 1998, le président Hugo Chávez arrive au pouvoir. Les origines populaires et métisses (noires et indiennes) du nouveau chef d'État, ainsi que le discours anti-parti, anti-corruption et pour le transfert du pouvoir aux communautés, éveillent la curiosité d'un peuple lassé du système de partis traditionnel qui gouvernait le pays sous le régime de démocratie représentative en puisant dans la rente pétrolière sans pour autant enclencher la phase de redistribution qui aurait permis à l'État d'assurer son rôle de régulateur. Mais le passé putschiste et le caractère militaire du président suscite aussi, dès son arrivée au pouvoir, une grande méfiance. Un climat de tensions politiques et sociales s'installe. Il motivera, en partie, la forte mobilisation de la population, à la fois pour s'approprier les espaces de participation qui se développent sous ces gouvernements, mais aussi pour défendre ou pour rejeter le projet de pays qu'incarne la figure du président. Cette mobilisation est majoritairement féminine.

Dans le projet de Démocratie Participative et Protagonique (*Protagónica*) que propose Chávez, le protagoniste serait le peuple. Dès 1999, la Constitution du pays adopte le nouveau régime politique et un mouvement de mise en relation directe entre le président et les bases se met en place pour fonder la République Bolivarienne du Venezuela. Dans le discours gouvernemental, les communautés sont considérées comme des lieux d'échange, de concertation et de prise de décision. Les espaces de rencontre et de discussion prolifèrent sur l'ensemble du territoire national mettant en adéquation les attentes d'une grande partie de la population avec la nouvelle politique gouvernementale.

La politique bolivarienne de la participation se développe sous des formes différentes à travers deux étapes distinctes qui modifient la place et le rôle des femmes dans celle-ci et qui justifient le choix de la période étudiée dans cette recherche. La première va de 2002 à 2006 et se concentre autour du dispositif participatif que sont les Conseils Locaux de Planification Publique (CLPP). Créés en 2002 pour favoriser le développement d'une citoyenneté « active », ces Conseils ont pour objectif de permettre la participation des habitant-e-s – organisé-e-s en communautés – à l'élaboration du budget

municipal dans un travail de co-gestion et de co-responsabilité avec la mairie. La structure s'organise comme suit (voir figure 1).

Comme le nom du dispositif l'indique, cette participation se limite à la planification du budget puisque l'exécution des projets revient à la mairie. Néanmoins, les CLPP ont été amplement investis par les communautés où les femmes des classes populaires se sont mobilisées massivement dans le but d'améliorer les conditions de vie du territoire habité et de revendiquer le rôle d'actrices du développement local qu'elles assuraient depuis, en moyenne, quinze ans.

La deuxième étape se structure autour d'un nouvel espace de participation : les Conseils Communaux (CC). Elle concerne la période du deuxième et dernier mandat investi par le président Chávez, allant de 2006 à 2012. Le travail commun avec la mairie est abandonné au profit de la construction des « autogouvernements communautaires ». Tel que nous pouvons le voir ci-dessous, le lien entre l'État et les communautés est direct (voir figure 2).

Ce nouveau dispositif de participation voit le jour durant la période de pré-élections présidentielles, en 2006, pour proposer désormais aux communautés d'administrer directement les ressources qui

leur seraient allouées, au niveau national et par les institutions régionales en charge de la question de la participation. Ainsi, les intermédiaires entre l'État et les communautés sont supprimés. Implantés dans les quartiers, les CC se rapprochent de l'expérience quotidienne des gens ordinaires et se placent au cœur des relations interpersonnelles. Bien qu'elles ne soient pas toujours conformes au régime démocratique, nous le verrons dans ce travail, ces transformations sont favorables au pouvoir des femmes en politique. Elles ont acquis le statut et les conditions de pratique de la citoyenneté, sous la première étape du régime bolivarien. Mais c'est parce que celle-ci se construit, par la suite, en dehors du cadre institutionnel et des espaces formels traditionnels, que l'action locale des femmes est reconnue comme politique. Dans ce pays matrifocal, la pratique de cette politique territorialisée permet aux femmes des classes populaires de transformer leur autorité en une ressource politique qui est désormais reconnue et institutionnalisée. En 2008, la création d'un ministère chargé de lutter contre les inégalités de genre et pour l'amélioration des conditions de vie des femmes favorise ce phénomène. Dans un pays où ces dernières occupent un rôle d'autorité dans la structure sociale, elles deviennent des actrices clefs pour l'État vénézuélien. Placées au centre des politiques de participation et de l'agenda gouvernemental, les femmes sont chaque fois plus visibles sur la scène publique, qu'elle soit locale ou nationale. Leur pouvoir mobilisateur est institutionnalisé et devient central pour le chavisme dont la perte de popularité se fait sentir.

Dans ce contexte, cette recherche s'appuie sur une analyse multi-niveaux qui permet de saisir l'enjeu multidimensionnel de la participation qui s'effectue à l'échelle locale. Cette démarche consiste à varier la focale pour percevoir les changements qui se produisent, à la fois dans la vie des individu-e-s, au sein d'une communauté, dans les rapports de classe et de genre, et dans le système de participation qui s'élabore au niveau gouvernemental.

Dans un premier temps, l'objectif a été de comprendre la manière dont se fabrique la politique de la participation bolivarienne à partir de l'analyse des dispositifs participatifs que sont les CLPP et les CC, et des trajectoires individuelles des actrices et des acteurs qui les investissent, qui sont en majorité des femmes. Je me suis alors demandée comment, sous les gouvernements Chávez, l'espace et le territoire façonnent le contenu, la pratique et la vision du politique ? Et quels sont les effets de la micro-localisation de la participation sur la place et sur le rôle des femmes des classes populaires, alors qu'il s'agit d'un territoire qui a principalement été investi par celles-ci ?

Si la participation des femmes au niveau local n'est pas un phénomène nouveau, le cadre de la Démocratie Participative et Protagonique rend désormais visible et finance ce travail, souvent non valorisé, en l'institutionnalisant. Ainsi, dans la première partie de cette thèse, nous verrons que cette forme de socialisation qu'induit la participation devient un mécanisme d'inclusion pour les femmes des classes populaires qui se transforment en porte-paroles de ces structures locales. Il s'agit de montrer en quoi ces espaces, développés sous la politique de la participation, permettent la construction d'une citoyenneté qui s'élabore à partir de la vie quotidienne et des relations interpersonnelles.

Mais comment expliquer que les femmes intègrent massivement les nouveaux dispositifs étatiques que nous étudions ? Je me suis alors consacrée, dans un deuxième temps, à l'étude des motivations, des modalités et des effets de la participation dans leurs pratiques

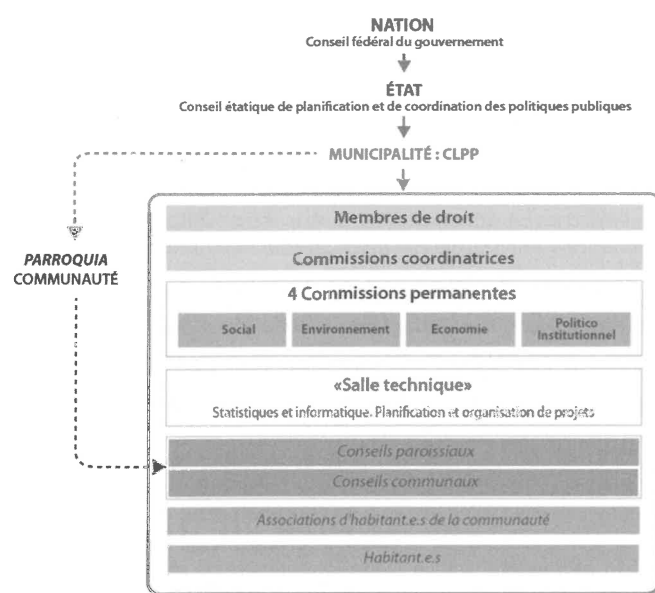


Figure 1. Structure du CLPP, 2002-2006 (conception propre, réalisation Olivier Tourame).

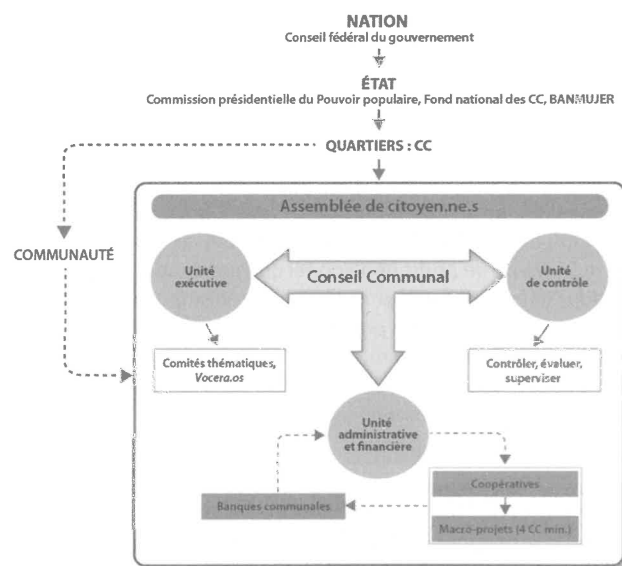


Figure 2. Structure du CC, 2009 (conception propre, réalisation Olivier Tourame).

et dans leurs représentations politiques, à partir d'une analyse croisée : celle des trajectoires individuelles et des assignations sociales de genre. Dans ce pays où les femmes occupent une place centrale dans la famille et dans la société, en tant que mères avérées ou potentielles, j'ai voulu savoir si le décloisonnement spatial et idéologique de la politique favorisait l'émergence d'un pouvoir des femmes dans ce domaine.

Nous comprendrons alors, dans la deuxième partie de la thèse, que le contexte de sur-valorisation du micro-local et des pratiques informelles qui constituent le quotidien, permet de reconnaître le caractère politique de l'action des femmes. Dans un cadre où la politique institutionnelle et la politique informelle ne font qu'un, les Vénézuéliennes instrumentalisent alors les valeurs attribuées

au féminin et à la maternité pour se construire en tant que sujets politiques individualisées. Nous verrons également que leur participation politique entraîne une reconfiguration des rapports au sein de l'espace domestique. Cette partie a pour ambition de montrer que la re-signification du rôle des femmes par l'État rend compatibles les représentations sociales et symboliques sur femmes, pouvoir et politique.

Enfin, dans un troisième et dernier temps, pour tenter de saisir l'ampleur du nouvel ordre social et symbolique qui a émergé sous l'ère Chávez, j'ai souhaité me plonger au cœur des intentionnalités, des projections individuelles et des émotions des subalternes en politique.

Car il semble difficile de sous-estimer l'importance des processus d'« autogouvernements » et de capacitation qui se produisent durant la période étudiée. Dans ce but, je me suis demandée dans quelle mesure la politique de la participation bolivarienne et l'expérience qu'en font les individu-e-s modifiaient les représentations du féminin et le rapport au politique des classes populaires.

Ainsi, la troisième partie du manuscrit s'attachera aux changements que l'expérience participative provoque dans le rapport à soi, à la famille, à la communauté, mais aussi au pouvoir institué. Ce parcours enclenche également des transformations au niveau des rapports gouvernant-e-s/gouverné-e-s, qui sont encadrés par une dynamique étatique et par une législation qui permettent leur éclosion. Il s'agira alors de mettre en lumière ce que nous appellerons les « micro-bascullements » des rapports de domination qui s'effectuent dans les imaginaires, au niveau de la subalternité du genre féminin et au niveau de la subalternité politique des classes populaires au Venezuela.

La thèse prend donc pour objet le rapport des femmes des classes populaires au politique, étudié à partir de deux phénomènes : leur incorporation massive aux instances locales de participation et la politisation sans précédent qui caractérise le Venezuela bolivarien. Plus que la politisation et la participation en elles-mêmes, ce travail s'attache à comprendre comment une politique nationale *top down* qui valorise les affaires locales et le registre du quotidien, modifie les pratiques, les représentations et les affects des femmes des classes populaires, de tous les bords partisans, qui se construisent comme sujets politiques. Cette thèse s'interroge également sur la manière dont ce processus transforme les rapports de genre.

En adoptant la méthode de la *grounded theory*, cette recherche propose l'analyse la plus complète possible du changement social étudié, à partir de la démarche inductive. C'est en partageant le quotidien à travers l'étude longitudinale des trajectoires individuelles, surtout des femmes mais aussi de certains hommes, que l'on peut saisir l'enjeu multidimensionnel de l'expérience participative qui se déroule dans le quartier. Car, la politique informelle et la politique formelle se retrouvent dans la vie ordinaire de tous les jours. Une « ethnographie en mouvement » a été réalisée dans deux états de province, naviguant entre les bidonvilles de Carabobo et les montagnes de Mérida, reliant le foyer au gouvernement, en passant par le quartier et les institutions. Ces va-et-vient ont été l'occasion d'effectuer les 147 entretiens sur lesquels s'appuie, en partie, cette enquête dont une cinquantaine a été réalisée auprès d'actrices et d'acteurs institutionnels.

Fruit de sept années de recherche et de près de deux ans de terrain, cette thèse allie les techniques classiques de l'enquête sociologique

à de nouveaux outils – les carnets intimes et les photographies participatives – révélant l'importance du tournant affectif induit par l'expérience participative dans la vie des enquêté-e-s.

Jessica Brandler-Weinreb,
Docteur en sociologie

Thèse en ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01317674>